



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

budget 2019

Question au Gouvernement n° 1174

Texte de la question

BUDGET 2019

M. le président. La parole est à Mme Véronique Louwagie, pour le groupe Les Républicains.

Mme Véronique Louwagie. Monsieur le Premier Ministre, votre budget 2019 est un budget de renoncement, qui traduit l'échec de votre politique économique. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Le déficit se creuse pour la première fois depuis dix ans. La dette frôle les 100% du PIB et les aurait dépassés en 2019 sans vos privatisations de la Française des jeux et d'Aéroports de Paris. La dépense publique continue d'augmenter de 25 milliards d'euros.

Mais votre budget, c'est avant tout un grand tour de passe-passe qui donne l'illusion aux Français que leur pouvoir d'achat va augmenter. Vous nous annoncez 6 milliards d'euros de baisses d'impôts pour les ménages. C'est séduisant, mais, quand on regarde de plus près, vous présentez les chiffres qui vous arrangent.

M. Fabien Di Filippo. Rends l'argent !

Mme Véronique Louwagie. Vous occultez ou vous oubliez dans votre calcul toutes vos mesures qui vont faire baisser le pouvoir d'achat des Français. Vous oubliez le quasi gel des pensions de retraite, des allocations familiales et des aides personnalisées au logement –APL–, qui va coûter 3 milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français.

M. Maxime Minot. Eh oui !

Mme Véronique Louwagie. Vous oubliez les augmentations des cotisations AGIRC et ARRCO, qui vont peser sur les actifs qui cotisent. Vous oubliez la hausse mécanique des impôts collectés par l'État grâce au prélèvement à la source. Vous oubliez de préciser que la suppression des cotisations salariales est compensée par une hausse massive de la contribution sociale généralisée – CSG. Vous oubliez que la suppression de la taxe d'habitation sera compensée tôt ou tard par de nouveaux impôts.

M. Pierre Cordier. Ils ne savent pas compter !

Mme Véronique Louwagie. Mais les Français ne sont pas naïfs et ne vont pas se laisser avoir par votre communication mensongère. Rappelez-vous : lors du budget de l'an dernier, vous annonciez à la même date une réduction des prélèvements obligatoires de 10 milliards d'euros.

M. Maxime Minot. Où sont-ils ?

Mme Véronique Louwagie. Qui croit encore un an plus tard que son pouvoir d'achat a augmenté en 2018 ?

M. Éric Diard. Personne !

Mme Véronique Louwagie. Au lieu de la baisse que vous promettiez, les prélèvements obligatoires ont augmenté – c'est l'INSEE qui le dit – de 4,5 milliards d'euros en 2018, sous l'effet notamment de la hausse de la CSG et de la taxation sans limite des carburants.

Alors, monsieur le Premier ministre, la question demeure : quand allez-vous lever la brume qui entoure déjà ce budget 2019 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, nous ne nous quittons plus depuis hier soir, et c'est pour moi un immense plaisir.

Mme Véronique Louwagie. Pour moi aussi !

M. Bruno Le Maire, ministre. Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Vous ne voulez pas entendre ce qu'il y a dans ce budget. Par conséquent, je suis confus, mais je vais devoir me répéter.

Vous ne voulez pas entendre que ce budget récompense le travail. Vous ne voulez pas entendre que nous allons supprimer les cotisations assurance maladie et assurance chômage pour augmenter le salaire net de ceux qui travaillent. Vous ne voulez pas entendre que nous allons alléger et supprimer les cotisations sociales sur tous ceux qui font des heures supplémentaires.

M. Christian Jacob. Vous ne parlez pas de la CSG !

M. Bruno Le Maire, ministre. Vous ne voulez pas entendre que, dans le cadre du Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises ou projet de loi PACTE, nous allons supprimer le forfait social sur l'intéressement et la participation, pour que tous les salariés français soient mieux rémunérés en France, notamment ceux des PME et des TPE.

Vous ne voulez pas entendre que ce budget va relancer l'activité et soutenir les entreprises et les entrepreneurs...

M. Pierre Cordier. On voit déjà le résultat !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...et qu'il prévoit plus de 18 milliards d'euros de baisses d'impôts sur les entreprises, notamment avec la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE – en allègements de charges définitifs pour toutes les entreprises françaises, afin de relancer la croissance et l'activité.

M. Fabien Di Filippo. Reviens sur terre !

M. Bruno Le Maire, ministre. Vous ne voulez pas entendre que notre budget est un budget pour la protection des Français,...

M. Pierre Cordier. Regardez les sondages d'opinion !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...que nous allons augmenter le budget du ministère de la justice, que nous allons recruter davantage de policiers et que nous allons enfin augmenter le budget de la défense pour garantir à nos forces armées les équipements et les matériels dont elles ont besoin pour protéger les citoyens français.

M. Pierre Cordier. Et les profs ?

M. Bruno Le Maire, ministre. Oui, nous sommes fiers de notre budget, qui nous permettra en plus de réduire l'an prochain le déficit public à 1,9 % du PIB. C'est le meilleur chiffre depuis 2001 ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. Fabien Di Filippo. Quel argument !

M. Bruno Le Maire, ministre. Nous allons baisser l'endettement public et tenir les engagements du Président de la République : un point d'impôt en moins !

M. Maxime Minot. C'est faux !

M. Bruno Le Maire, ministre. Ce budget, soutenez-le, parce qu'il permet de redresser la France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Fabien Di Filippo. Prêtez-lui une calculatrice !

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Louwagie](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1174

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 septembre 2018](#)